


Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (CEC)

SUIVI DE L'ÉVALUATION DE LA LUTTE CONTRE L'USAGE DE SUBSTANCES ILLICITES

COMPOSITION DE LA MISSION

Rapporteurs désignés par le CEC :

 <p>Anne-Yvonne Le Dain (Socialiste, républicain et citoyen) Membre de la commission des lois</p>	 <p>Laurent Marcangeli (Les Républicains) Membre de la commission des affaires sociales</p>
--	---

I. TRAVAUX POUR LA SEMAINE À VENIR

Aucune réunion n'est prévue.

II. TRAVAUX EFFECTUÉS

- Audition de M. François Beck, directeur de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT) (29 septembre 2015).
- Audition de M. Alexandre Grosse, chef du service du budget, de la performance et des établissements, et de Mme Véronique Gasté, cheffe du bureau de la santé, de l'action sociale et de la sécurité, direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO), ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (29 septembre 2015).
- Audition de M. Jean-Pierre Couteron, président de la Fédération Addiction, accompagné de Mme Nathalie Latour, déléguée générale (6 octobre 2015).
- Audition de M. Clément Vivès, chef de la mission de lutte anti-drogue, ministère de l'intérieur (6 octobre 2015).
- Audition du Dr Pierre-Yves Bello, adjoint à la cheffe du bureau des addictions et autres déterminants comportementaux de santé, accompagné du Dr Nathalie Joannard, chargée du dossier addictions, direction générale de la santé (DGS), ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes (20 octobre 2015).

- Audition de Mme Danièle Jourdain-Menninger, présidente de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), accompagnée de M. Gilles Lecoq, délégué, et de Mme Katia Dubreuil, chargée de mission « Justice » (20 octobre 2015).
- Audition de M. Olivier Christen, sous-directeur de la justice pénale spécialisée, et de M. Damien Martinelli, chef du bureau de la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et le blanchiment, direction des affaires criminelles et des grâces (DACG), ministère de la justice (27 octobre 2015).